

**ARRETE MUNICIPAL PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
10 rue Jacques Cartier en CROZON**

Le Maire de la Commune de CROZON,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi N° 82-623 du 22 juillet 1982 et la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213-1,

Vu le Code de la Route,

Vu le nouveau Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents,

Considérant que des travaux pour Orange doivent être exécutés au droit du 10 rue Jacques Cartier en CROZON par l'entreprise JPC RESEAUX – 7 rue Albert Einstein - 29500 ERGUE GABERIC, **du 8 au 30 septembre 2025,**

Considérant que ces travaux rendent nécessaire l'application de mesures de précautions spéciales,

ARRETE

**ARTICLE 1** **Du 8 au 30 septembre 2025**

Le stationnement de tout véhicule sera interdit à hauteur du chantier situé au droit du 10 rue Jacques Cartier en CROZON, afin d'y effectuer des travaux pour Orange.

**ARTICLE 2** **Du 8 au 30 septembre 2025**

Durant la période des travaux, la rue Jacques Cartier sera interdite à la circulation. Une déviation sera mise en place.

**ARTICLE 3**

L'accès aux propriétés riveraines, aux secours et au service de répurgation sera maintenu.

**ARTICLE 4**

La pré-signalisation et la signalisation de chantier seront mises en place sous la responsabilité de l'entreprise JPC RESEAUX – 7 rue Albert Einstein - 29500 ERGUE GABERIC.

**ARTICLE 5**

Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

**ARTICLE 6** Le présent arrêté sera apporté à la connaissance du public par apposition aux extrémités des panneaux et matériels de signalisation réglementaire.

**ARTICLE 7** Tout véhicule gênant fera l'objet d'une mise en fourrière par un service de dépannage agréé aux frais du propriétaire, sous le contrôle de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

**ARTICLE 8** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :  
Directrice Générale des Services de la Mairie de CROZON  
Service de Police Municipale  
BTA Gendarmerie de la Presqu'île de CROZON  
Services Techniques Municipaux  
Communauté de Communes Presqu'île de Crozon Aulne Maritime

Sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à l'entreprise JPC RESEAUX – 7 rue Albert Einstein – 29500 ERGUE GABERIC.

Pour extrait certifié conforme  
A Crozon, le 8 juillet 2025  
P/Le Maire



L'Adjoint délégué

Philippe BRUN